

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale  
1<sup>er</sup> décembre 2011  
Français  
Original : anglais

---

**Cinquième Commission****Compte rendu analytique de la 3<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 4 octobre 2011, à 10 heures

*Président :* M. Tommo Monthe ..... (Cameroun)  
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives  
et budgétaires :* M. Kelapile

**Sommaire**

Point 138 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition  
des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-52898X (F)



**Merci de recycler**

*La séance est ouverte à 10 heures 10.*

**Point 138 de l'ordre du jour : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (suite)**  
(A/66/11 et A/66/69)

1. **M<sup>me</sup> Morgan** (Mexique), rappelant que conformément aux décisions pertinentes de l'Assemblée générale, les dépenses de l'Organisation devraient être réparties entre États Membres sur la base de la capacité de paiement, dit que l'actuelle méthode de calcul du barème des quotes-parts ne reflète toujours pas ce principe comme il faudrait. Bien que la délégation mexicaine ait décidé de s'associer au consensus lorsque la Commission a examiné cette question récemment, elle estime que l'examen approfondi nécessaire de la méthode de calcul du barème des quotes-parts n'a pas encore été effectué. Le Mexique est déterminé à honorer ses engagements financiers envers l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, il continue à percevoir dans l'Organisation une grande répugnance à prendre en compte d'importantes modifications dans la situation économique internationale. Sans souhaiter pénaliser les succès économiques ni demander à un quelconque État Membre de faire des efforts sans commune mesure avec sa situation financière, la délégation mexicaine estime que l'attachement envers l'Organisation devrait être reflété dans le désir de chaque État Membre de faire des efforts appropriés conformément à ses moyens.

2. Le Comité des contributions devrait fournir à la Cinquième Commission les éléments dont elle a besoin pour examiner un barème révisé qui tiendrait compte adéquatement de la capacité de paiement de chaque État Membre. Comme l'Assemblée générale l'a reconnu dans sa résolution 64/248, l'actuelle méthode peut être améliorée. Tous les éléments qui modifient le barème et sont susceptibles de causer des distorsions dans le calcul de la capacité de paiement devraient faire l'objet d'un examen approfondi, sans idées préconçues. Si le Mexique ne met pas en question les éléments actuels de la méthode, il est tout à fait conscient, en sa qualité de pays à revenu intermédiaire, que les moyennes cachent souvent la réalité. L'application de ces éléments ne devrait pas reconstituer un fardeau excessif pour les pays dont la croissance est supérieure aux moyennes mondiales mais qui doivent toujours relever des défis importants

en matière de développement et d'atténuation de la pauvreté. La méthode devrait également prendre en compte les modifications de la situation et de la capacité de paiement de chaque pays de manière dynamique, reflétant la situation actuelle aussi étroitement que possible. Il incombe au Comité des contributions de faire des propositions qui comprennent les données les plus actuelles, complètes et comparables disponibles.

3. Les délégations devraient donc entamer un processus de dialogue franc et ouvert pour examiner tous les éléments de la méthode de calcul du barème des quotes-parts, conformément à la résolution 64/248. La façon la plus appropriée de progresser pourrait être de soumettre aux États Membres, pour qu'ils l'examinent, une proposition concernant le caractère et le calendrier d'un tel examen qui commencera en janvier 2012. La délégation mexicaine, convaincue que le Comité a suffisamment de moyens techniques et de sens des responsabilités pour progresser vers l'instauration d'une méthode techniquement rationnelle, politiquement acceptable et financièrement viable, demande à tous les États Membres de mobiliser la volonté politique nécessaire pour atteindre cet objectif.

4. **M. Greiver** (Président du Comité des contributions) réaffirme que le prochain rapport du Comité contiendra des réponses à toutes les observations soulevées par les délégations lors de la session en cours de l'Assemblée générale.

*La séance est levée à 10 h 20.*